Fiche de Poste

Chef de Service de la Veille Juridique et des Etudes

Mission(s)

- Veiller à la conformité des conventions que le Département entend conclure avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur ;
- Assurer la veille réglementaire et le conseil juridique des services du Département

Responsabilités

- Assurer la veille juridique sur le cadre législatif, réglementaire et institutionnel régissant les secteurs de l'énergie, des mines et de la géologie ;
- Contribuer à la mise en place d'un système de veille sur le respect de la réglementation en vigueur dans les secteurs concernés relevant du DTE ;
- Interpréter et veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs aux activités du Département ;
- Anticiper les changements législatifs et réglementaires en liaison avec les domaines d'activités du Département et réagir aux nouveautés juridiques ;
- Identifier les besoins en études, recherches et interventions nécessaires au développement de l'action du Département, les documenter et proposer leur intégration dans le plan d'action du Département ;
- Fournir l'expertise juridique et l'appui-conseil aux entités centrales et déconcentrées, ainsi qu'aux organismes sous tutelle sur les aspects juridiques de leurs activités ;
- Conseiller sur les risques juridiques liés à la rédaction des actes, et veiller à leur régularité au regard du cadre légal ;
- Diffuser l'information juridique au sein du Département et auprès des organismes sous tutelle.

Activités principales

1) Technique

- Proposer des mesures d'amélioration du cadre juridique en formulant des recommandations concrètes sur les textes en vigueur ou en préparation, dans l'objectif de renforcer la clarté, la cohérence et l'efficacité des dispositifs régissant les secteurs de l'énergie, des mines et de la géologie ;
- Contribuer à la conception, à la mise à jour et à la diffusion d'un recueil juridique structurant l'ensemble des textes législatifs, réglementaires et institutionnels applicables aux activités du DTE, dans une optique de consolidation de la mémoire réglementaire et d'accessibilité à l'information ;
- Participer à la vulgarisation du droit sectoriel, en élaborant des supports de communication (fiches explicatives, guides pratiques, présentations) et en animant des actions de sensibilisation ou de formation à destination du personnel du Département et des organismes sous tutelle ;
- Assurer une veille juridique proactive, notamment à travers le suivi continu de l'évolution du cadre normatif national et international applicable aux secteurs concernés, en identifiant les impacts potentiels et en anticipant les ajustements nécessaires ;
- Appuyer les entités du Département dans l'interprétation et l'application des textes, en produisant des notes juridiques, des analyses de risque et des avis formalisés sur des situations concrètes ou des projets stratégiques ;
- Documenter et intégrer les besoins juridiques identifiés (études, analyses comparatives, benchmark réglementaire, etc.) dans le programme d'action du service, en lien avec les priorités du Département et les enjeux émergents.

2) Management

- Organiser et prendre part aux réunions en relation avec la mission du service ;
- Définir les objectifs et préparer les plans d'actions du Service ;
- Assurer l'encadrement du personnel du Service ;
- Encadrer, animer et coordonner les activités du service ;
- Valider les actions entreprises par le personnel du Service ;
- Proposer les actions à entreprendre en matière de formation du personnel.

3) Administratif

- Assurer l'exécution des procédures administratives des différents dossiers traités.